



**SEMINAIRE
SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DU 1^{er} SEMESTRE 2011
ET LES PREVISIONS A COURT TERME 2011-2012
DANS LES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE ET DES COMORES**

Douala, 28 février – 4 mars 2011

POINTS SAILLANTS

Point 1 : **Introduction**

Dans le cadre de l'analyse de la conjoncture économique dans les Etats de l'Afrique centrale, du Burundi et de l'Union des Comores, un séminaire s'est tenu à Douala du 28 février au 4 mars 2011, dans la salle du Conseil de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC). Ce séminaire a été organisé par la CEMAC et AFRISTAT. Il se situe dans la ligne des séminaires semestriels organisés par AFRISTAT depuis 2001. L'animation du séminaire a été assurée par AFRISTAT et la CEMAC. Les présidences et les secrétariats ont été confiés aux participants.

Chaque Etat était représenté par des spécialistes en prévision économique et en analyse conjoncturelle. La Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et AFRITAC-centre y étaient également représentés. La liste des participants figure à l'annexe 1.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Djimtoïngar Nadjionoum, Directeur des études économiques à la commission de la CEMAC. Le programme de travail a été présenté et adopté (cf. annexe).

Point 2 : **Objectifs du séminaire**

Ce séminaire visait un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel, et était centré sur la remontée des prix des matières premières. Il s'agissait d'exposer les résultats de chaque pays sur le suivi conjoncturel et les prévisions économiques à court terme, ainsi que de poursuivre et d'approfondir les rapprochements, tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées.

Point 3 : **Déroulement du séminaire**

3.1. Session 1 : La hausse des prix des matières premières : premier bilan dans les Etats et perspectives

Cinq présentations ont été réalisées le lundi après-midi et le mardi matin par AFRISTAT, AFRITAC-centre et la CEA.

L'exposé introductif d'AFRISTAT, intitulé « la conjoncture internationale lue dans la base de données d'AFRISTAT » a porté sur la présentation des éléments conjoncturels suivants : activité, inflation, taux d'intérêt des pays du G7, cours des principales matières premières.

Le deuxième exposé, d'AFRITAC-centre a porté sur les perspectives économiques mondiales et en Afrique subsaharienne du FMI. Le représentant de la CEA a ensuite présenté les perspectives des Nations Unies dans la sous-région ainsi que les défis et les risques à venir.

AFRISTAT a ensuite présenté deux études : « Une reprise inflationniste est-elle visible dans les Etats participants? » puis « les conjonctures nationales comparées des Etats participants », à partir des données que les représentants des Etats ont communiquées. Il est ressorti que, contrairement aux pays industrialisés, aucune reprise inflationniste n'est encore observable dans les Etats, mais les perspectives vont plutôt dans le sens d'une généralisation, à court terme, des tensions

inflationnistes. Quant à la remontée des cours des matières premières, elle entraîne plutôt des effets positifs, dans les pays participants. Cependant, il est à craindre qu'une flambée des cours des produits pétroliers et alimentaires puisse provoquer des tensions importantes sur les prix.

3.2. Session 2 : Conjoncture du premier semestre 2011 et prévision économique 2011-2012 dans les Etats

Les délégations des huit Etats participants ont successivement présenté l'état actuel de la conjoncture économique de leur pays et le cadrage macroéconomique pour la période 2010-2012.

Il est ressorti des différents exposés, qu'en matière de conjoncture, une reprise est observée dans la totalité des Etats en 2010 (à l'exception de la Guinée-équatoriale, qui semble subir les effets de la baisse de sa production pétrolière).

Les perspectives macroéconomiques 2011-2012 sont bonnes, tirées par le redressement de la demande mondiale, la hausse des cours des matières premières et l'importance des investissements publics. Globalement, l'inflation repart légèrement à la hausse, mais ne dépasserait pas, dans la plupart des cas, la norme communautaire (pays de la CEMAC) en rapport avec les mesures de lutte contre la vie chère, engagées dans la plupart des pays.

Un résumé des interventions et des remarques faites par les participants figure en annexe. Il en est de même de toutes les présentations du séminaire.

3.3. Session 3 : Conjoncture économique et prévision vues par les organisations sous régionales et synthèse de la conjoncture économique de la fin 2010 et les prévisions 2011-2012

Sur ce thème, la Commission de la CEMAC a présenté la situation économique de la zone en 2010 et les perspectives 2011, examiné l'état de la convergence sur la période 2006-2010 et esquissé l'impact de la remontée des cours des matières premières.

Les indicateurs présentés sur cette période ne montrent pas une véritable convergence des économies de la sous-région. Les effets de la reprise économique mondiale ont impacté favorablement certains critères de convergence en 2010. La tendance à la convergence du critère relatif au taux d'endettement public est favorable depuis plusieurs années, en liaison avec l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE dans certains pays.

AFRISTAT a présenté une analyse de la compétitivité.

Point 4. Etat de mise en œuvre des recommandations des précédents séminaires

Situation dans les services des Etats participants ; changements depuis le séminaire de 2010

Un tour de table a permis aux participants de faire le point de la mise en œuvre des recommandations du précédent séminaire. Il est ressorti la situation suivante :

Cameroun

- conjoncture : des moyens supplémentaires : un cadre supérieur et plusieurs agents ; déblocage tardif des ressources financières pour la conjoncture ; pas d'indicateurs supplémentaires ; projet de refonte de l'IPI ; les délais de publication ne sont pas respectés ; en cours : enquête auprès des chefs d'entreprise ; diffusion sur le site de l'institut ; mise en œuvre d'un module sur Excel pour la conjoncture.
- Prévision : dégradation des moyens à la Division des synthèses macroéconomiques (diminution des ressources humaines, de 8 à 3) ; problèmes financiers. En projet : mise en œuvre d'un module fiscal ; publication : deux notes de cadrage, en mars et en octobre.

Burundi :

- conjoncture : renforcement des moyens ; une nouvelle équipe mise en place (7 agents) qui bénéficie d'un appui d'AFRISTAT, dotation en ordinateurs (3) ; publication en février d'un nouveau bulletin de conjoncture aux normes d'AFRISTAT ; la note de conjoncture, qui avait été confiée au Ministère du plan, vient d'être réaffectée par le ministre à l'ISTEEBU
- Prévision : service renforcé ; un comité de cadrage mis en place mais le cadrage repose encore sur l'ancienne base des comptes nationaux ; le SPM dispose d'un modèle de prévision de MLT pour le cadrage macroéconomique, budgétaire et les projections des indicateurs sociaux ; le SPM élabore et publie un rapport annuel sur l'économie burundaise, le CDMT ; un Comité de cadrage a été mis en place ; pas de modèle de prévision à court terme.

Centrafrique, Rép. :

- conjoncture : un cadre supplémentaire au service de conjoncture de la DGPS ; des retards dans les publications de l'ICASEES : IPI, IPC et bulletin de conjoncture (qui influent sur le délai de publication de la note de conjoncture) ; l'enquête auprès des chefs d'entreprise est suspendue ; indicateurs avancés : un atelier a été organisé à la DGPS.
- Prévision : un cadre supplémentaire et une dotation en ordinateurs ; pas de problème de publication ; nouveau modèle TABLO ; problème avec le FMI sur le niveau du PIB de l'année de base des comptes nationaux ; publication de deux notes de cadrage.

Congo :

- conjoncture : dégradation ; le chef de service est parti et 3 cadres sont affectés à l'exécution de l'enquête auprès des ménages ; le dernier bulletin de conjoncture est relatif au premier trimestre 2010 ; la collecte vient de commencer pour les 2^o, 3^o et 4^o trimestres. Publication régulière de l'IHPC depuis juillet 2010.

- Prévision : mise en place d'un comité de cadrage macroéconomique (initialement lié aux missions du FMI) ; publication de deux notes de cadrage en interne, en mars et octobre.

Gabon :

- Conjoncture : la DGS ne fait pas de synthèse conjoncturelle ; concernant les publications, l'IPI est en retard, l'IHPC dans les délais, et pour le commerce extérieur le retard est rattrapé ; la DGELF élabore une note de conjoncture trimestrielle sur le secteur réel ; le site Internet est en cours de réactualisation.
- Prévision : utilisation du modèle MEGA ; projet pour améliorer les outils de prévision ; 2 publications annuelles de cadrage ; renforcement en 2010 de l'équipe ; projet de publication semestrielle de conjoncture (problème de retard dans la disponibilité des données).

Guinée-équatoriale :

- Conjoncture : problème de données, qui sont en principe du ressort de l'INS, qui est au Ministère du plan ; la DGE du Ministère de l'économie a dû créer une base de données et publie une note annuelle.
- Prévision : pas de modèle de court terme. La DGE demande un appui pour mettre en place un modèle. La DGE rencontre des problèmes logistiques et de ressources humaines, ainsi que des problèmes linguistiques vis-à-vis de la CEMAC. La DGE publie une note de prévision par an, dans le cadre de l'article 4 du FMI, et un document stratégique à moyen-long terme (5 ans). Pas de collaboration entre l'INS et la DGE.

Tchad

- conjoncture : seulement deux cadres à l'institut, et deux ordinateurs. Le suivi conjoncturel est en retard : l'enquête d'opinions a porté sur deux trimestres mais les données ne sont pas analysées. Un projet de mise à jour du répertoire d'entreprises, mais pas de financement. Les délais sont respectés pour les publications de l'IHPC et de l'IPI.
- Prévision : renforcement de l'équipe avec un consultant et des ressources humaines supplémentaires (pour la prévision et l'analyse conjoncturelle). Un projet de note de conjoncture axée sur les finances publiques pour 2011. une note infra-annuelle a été mise en place en 2010. Modification du comité de cadrage par la création d'un secrétariat technique permanent (DEP, BEAC, INSEED, Ministère du pétrole, Direction de la Dette, etc.). Mise en place de 2 modèles : i) prévision des recettes pétrolières ; ii) prévision à court terme de type TABLO. Une note de cadrage en 2010 ; à partir de 2011, deux notes de cadrage (mars et octobre).

Comores

- Conjoncture : une note est élaborée avec la Banque centrale (semestrielle). Des avancées avec l'appui de la BAD et AFRISTAT ; projet d'élaboration d'un IPI avec l'appui technique d'AFRISTAT et financier de la BAD, amélioration de l'IPC ; recensement des unités de production.
- Prévision : matériel supplémentaire (BAD) et équipe renforcée ; pas de modèle de court terme ; les prévisions sont réalisées en collaboration avec le FMI. Appui d'AFRISTAT pour les comptes nationaux. Une équipe de cadrage est mise en place. Le dernier cadrage a été réalisé en 2008 et non actualisé.

CEMAC :

Problème général de mise en place des financements pour le démarrage du programme statistique régional. En particulier, difficultés de mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du projet IHPC qui pourrait être en partie financé par le Programme Indicatif Régional 10^{ème} FED dont la signature est attendu au second semestre 2011.

Note de conjoncture régionale : problème de ressources humaines et de communication avec les Etats ; l'objectif est de publier une note, même avec des « trous ».

Accord avec AFRISTAT pour organiser les séminaires de conjoncture.

Point 5 : **Recommandations du séminaire**

Les participants au séminaire, tirant les leçons des lacunes de leur dispositif à assurer convenablement une veille économique, ont souhaité que des actions vigoureuses soient entreprises en vue de mettre au point ces dispositifs en termes d'indicateurs et de publications adaptées. Aussi, ils ont formulé les recommandations suivantes :

Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques :

- Faire la restitution des interventions du séminaire auprès des services ;
- Renforcer les services en charge de la conjoncture et des prévisions en ressources humaines et moyens matériels ;
- Diffuser largement et dans les délais, les résultats des analyses conjoncturelles et prévisionnelles ;

A AFRISTAT :

- Intensifier ses appuis techniques dans les domaines de la conjoncture et des prévisions en particulier, en faveur de la Guinée Equatoriale ;

A la Commission de la CEMAC :

- Poursuivre l'organisation des séminaires de conjoncture et de prévision à court terme ;
- Accélérer la mise en œuvre du programme statistique régional, en particulier, le projet IHPC.

Point 6 : **Remerciements**

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment la CEMAC et AFRISTAT pour l'organisation et l'animation, la BEAC pour

son soutien logistique et le Gouvernement camerounais pour l'hospitalité manifestée à leur endroit.

Douala, le 4 mars 2011

MOTION DE REMERCIEMENT
AU GOUVERNEMENT ET AU PEUPLE CAMEROUNAIS

Les participants au Séminaire sur la conjoncture du premier semestre 2011 et les prévisions à court terme (2011-2012) dans les Etats de l'Afrique centrale et de l'Union des Comores, tenu à Douala, du 28 février au 04 mars 2011, adressent leurs vifs remerciements au Gouvernement et au Peuple camerounais pour l'hospitalité manifestée à leur endroit et les appuis multiformes reçus qui ont permis la tenue de cette rencontre en terre camerounaise.

Fait à Douala, le 04 mars 2011

Les participants.

LISTE DES PARTICIPANTS

Pays	Institutions	Représentants	Fonctions
Pays CEMAC			
Cameroun	INS	TAKEU NGUELA Alain	Chargé d'études assistant - cellule de la conjoncture
Cameroun	MINFI / Direction de la prévision	MOHAMADOU Aminou	Chargé d'études - Division des synthèses macroéconomiques
Centrafrique	DGPS / Direction de la conjoncture	ANDARA Eloi	Directeur
Centrafrique	DGPS / Direction des synthèses économiques et sociales	BEBE Emile Urbain	Chef du service
Congo	MPAT / CNSEE	BADZIOKELA Donat Paraclet	
Congo	DGE - Direction des synthèses et des études économiques	MAKOUALA Alain Patrick	
Gabon	MEFBPIP/ Direction générale de l'économie	OTO'O NGOUA Lambert	Directeur des programmes sectoriels
Gabon	MEFBPIP/ Direction générale de l'économie	KASSAT Aurélie	Directrice des études macroéconomiques
Guinée équatoriale	MECPE / DGE	Cirilo Nguema ABAGA NCARA	Chef de division analyse macroéconomique
Guinée équatoriale	MECPE / DGE	MONSUY AFANA Ireneo Mangué	
Tchad	INSEED	FANGAMLA MARANDI	Responsable de la conjoncture
Tchad	MFB / DGB / DEP	ABOUBACAR Adam Ibrahim	Chef du service des prévisions
Tchad	MFB / DGB / DEP	BADET Emmanuel	Chef du service de la conjoncture
Tchad	MFB / DGB / DEP	DJIBRIL Aba Alkali	cadre au service de la conjoncture
Pays hors CEMAC			
Burundi	Ministère du plan et du développement communal	NKUNZIMANA Jeanine	Service planification macroéconomique
Burundi	ISTEEBU	SIBOMANA Jean-Claude	Chef du service p.i. conjoncture et prévisions à court terme
Comores	PR-SGG-CGP	SALIM Mohamed	Responsable composante statistique
Comores	PR-SGG-CGP	SOLIBI Khitami Said	Chargé suivi DSCR
Institutions			
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	DJIMTOÏNGAR Nadjounoum	Sous-directeur des études
CEMAC	Dépt politiques économique, monétaire et financière	Mamadou Issa BABA	Chef de cabinet
AFRISTAT	Département des études et synthèses économiques	JOEGER Claude	Coordonnateur du Département des études et synthèses économiques
AFRITAC-centre		BONKOUNGOU Maxime	Conseiller résident comptes nationaux
CEA	ONU - CEA Centre africain pour la statistique	GUI-DIBY Steve-Loris	Associate statistician

ANNEXE

LES PRESENTATIONS PAR PAYS

République du Congo

Constats

- Retard pris dans la confection de la base des données de conjoncture ;
 - Le choix tardif des représentants ;
 - Ils sont nouveaux dans le système (conjoncture et prévision).
- La croissance du PIB en volume a été de 8,7% en 2010 contre 7,5% en 2009.
- Tirer par le secteur pétrolier ;
 - Le secteur bois qui a repris en 2010 ;
 - Le BTP a un taux de 8,8% en 2010.

Le Bois

Il ya eu hausse de 1,8% en début 2010 et s'est détériorer en fin d'année (-4,25%)

Lse prix

Le taux d'inflation a été de 0,2% au début du 4^{ème} trimestre 2010. En janvier 2010, la hausse a été de 0,9% à cause des fêtes de fin d'année. En glissement annuel, l'IHPC est en hausse de 1,5% en janvier 2011 par rapport à janvier 2010.

Le pays importe beaucoup de produits alimentaires. Sur instructions de la hiérarchie, et à cause de plusieurs spéculations, le taux d'inflation est ramené de 10% à 0,2% en fin 2010. On a constaté en janvier 2011, un relâchement et la tendance haussière a repris.

Finances publiques

Les recettes fiscales représentent 85,04% des recettes totales et sont en hausse de 103,75% à cause de remonter des cours de baril et bois. Quant aux dépenses publiques, elles sont hausses de 13,86% à cause des grands travaux.

Commerce extérieur

Le solde de la balance commerciale est en hausse de 42,27% en 2010. Le taux de couverture varie entre 135,43% et 146,65%. Les importations sont en hausse de 7,7% en 2010 contre 0,2% un an plutôt.

La monnaie s'est bien comportée au 2^{ème} trimestre 2010 avec une hausse de 9,52% avec une augmentation de 6,41% des avoirs extérieur.

Le pétrole n'est pas vendu au cours mondiale et la décote est en baisse depuis 2010.

Le taux de croissance est : 8,7% en 2010 ; 9% en 2011 et 7% en 2012. Les grands travaux sont fréquents et le taux de BTP est toujours croissant (8,8%).

Les exportations croient alors que les importations décélèrent. Il ya deux barrages hydroélectriques seront mis en exploitations dont un en 2011 et l'autre en 2012 pour atténuer un peu le délestage.

Le gouvernement a pu intégrer dans la fonction publique de jeunes cadres en janvier 2011. C'est bloqué depuis 1974.

Gabon

Le secteur primaire se porte bien grâce au pétrole et aux mines (60,7% en 2010) surtout le manganèse.

Le secteur secondaire a repris avec :

- le bois (11 nouvelles usines) ;
- le BTP avec une hausse de 12,1% ;
- le raffinage (hausse de 59,4%).

Les exportations ont baissé en 2010.

Le secteur tertiaire

On constate un regain d'activités sauf au niveau du commerce des produits pétroliers et des véhicules utilitaires. L'inflation est en légère baisse en 2010 (1,5%) contre 1,9% en 2009.

Le solde primaire s'est amélioré en 2010 avec une part de 37% du PIB et toutes les dépenses sont hausses la même année.

La balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture de 289% grâce au pétrole.

La masse monétaire est baissée de 1,2% en fin septembre 2010.

Avec les hypothèses suivantes : contexte international, externalités positives des réformes structurelles et les politiques budgétaires, les taux de croissance sont respectivement de 2010 à 2012 de l'ordre de 5,7%, 5,8% et 3,7%.

Guinée-équatoriale

Le pétrole représente 64% du PIB, la construction 7% tandis que l'agriculture est en bas de l'échelle (2%).

Le taux de croissance du PIB réel est de 1,2% en 2010 contre 4,8% en 2009.

On constate un dynamisme dans le secteur des infrastructures. La production du pétrole diminue depuis 2007 à nos jours à cause de la baisse du cours mondial.

Au niveau des investissements publics, on est déficit fiscal à cause des grands travaux d'infrastructures et sa part dans le PIB est de 4,5% en 2010 et l'inflation est de 5,5% en 2010 avec une forte demande intérieure. La masse monétaire et la PNG sont en hausse en 2010.

La balance commerciale s'améliore de 69,12% en 2010 et sa part dans le PIB est 12%.

Le gouvernement faudrait réduire déficit public de 2011 à 2012.

Tchad

En 2010, on a constaté une augmentation des aides extérieures et des revenus pétroliers tandis que la production du coton a baissé de 60% au 1^{er} trimestre 2010.

L'IPI a baissé de 7% au 3^{ème} trimestre 2010 à cause de la flambée des prix des produits alimentaires.

Au 3^{ème} trimestre 2010, les productions d'eau et d'électricité ont baissé.

L'IHPC a baissé de 2% au 3^{ème} trimestre 2010 parce que le gouvernement est intervenu pour baisser les prix des produits alimentaires.

Les recettes ont été de 904,16 milliards de FCFA en 2010 et qui représente 65% du PIB.

Le taux de croissance en volume est de 5,2% en 2010 contre 1,7% en 2009.

Ces taux sont estimés à 5,6% en 2011 et 6,8% en 2012.

Le secteur primaire 3,3% en 2010 contre une baisse de 3,8% un an plutôt.

Le taux de croissance du secteur secondaire passe de 6,5% à 21,7% de 2010 à 2011 et une croissance de 17,8% moins importante en 2012.

Le secteur tertiaire a été de 8,9% en 2010 contre 3,6% en 2009.

BURUNDI

Après l'exposé, plusieurs interventions ont été enregistrées. Elles sont venues du Cameroun, d'Afristat et du Tchad.

Cameroun à la prévisionniste : Vous annoncez une reprise de l'activité économique alors que les principales productions d'exportation (café, thé) sont prévues à la baisse.

Réponse : En dehors du café et du thé, il est prévu la diversification des exportations avec le développement et l'exportations des produits horticoles. A la faveur de la consolidation de la paix, les activités touristiques sont prévues en hausse. De nombreuses infrastructures dont un barrage hydroélectrique vont être réalisées. Le budget de l'état étant financé à 50 % par l'extérieur, la participation des partenaires extérieurs sont très prometteurs.

Afristat :

- Observation : Les deux exposés ont été trop rapides. Il faut intéresser le public et le convaincre.
- Observations: La monnaie burundaise se déprécie. Il fallait établir dans votre exposé le lien entre la banque centrale et le gouvernement quant à leurs actions pour enrayer à ce phénomène.
- Observation : L'économie étant faible et l'inflation élevée, il fallait faire l'analyse sur les prix liée à la consommation des ménages.

- A la prévisionniste : Il n'y avait pas de différence entre les hypothèses et les résultats présentés. Heureusement qu'à la fin, il y avait le tableau récapitulatif. Mais ce dernier aurait dû alors être mieux détaillé et plus commenté.

- Observation : On a constaté que le Burundi est le seul pays à avoir présenté la production vivrière avec des statistiques et des bilans infra-annuels. C'est parce que le Burundi a trois saisons avec plusieurs récoltes dans l'année. Le revenu agricole représente la moitié du PIB.

Tchad : Question : Par quel mécanisme le Burundi compte juguler le déficit budgétaire ?

Réponse : Baisse des dépenses de l'Etat et lutte contre la fraude et la corruption avec la création de l'Office Burundais des Recettes. Le déficit se justifie également par l'ampleur des dépenses militaires pour répondre aux impératifs de sécurité et de maintien d'une paix durable. Cela, contre les exigences du FMI et de la BM.

COMORES

Après l'exposé, plusieurs interventions ont été enregistrées. Elles sont venues de la CEA, du Tchad, du Burundi et du Cameroun.

CEA : - Le taux d'inflation est fixé ou est établi ?

- Apporter la précision entre annulation de la dette et la réduction du service de la dette ;

- Clarifier l'échelle de comparaison entre le prix et la production de la vanille.

- Les hypothèses et les résultats se confondent.

Réponse : Le taux d'inflation est établi et non fixé .

La dette était annulée à 80 %

Tchad : Comment le déficit n'est financé que par les dons ? Quel est donc le rôle de la banque centrale ?

Réponse : La conférence des donateurs tenue à Doha a fourni des gages sûrs ;

Le FMI limite ses interventions ;

L'apport de la diaspora est substantiel car les 2/3 des comoriens vit en France ;

Burundi : Pourquoi avez-vous utilisé la manne financière issue des dons pour payer seulement des arriérés de salaires au lieu d'investir pour éviter la répétition de l'accumulation d'autres arriérés ?

Réponse : Le don était destiné au règlement d'un problème social.

Cameroun : Qu'est ce qui explique la chute du prix et de la production de la vanille ?

Quel est son poids dans le PIB ?

Réponses : Bien que la vanille des Comores soit de meilleure qualité, la concurrence malgache et indonésienne a fini par provoqué l'effondrement de la production.

Ces pays ont des surfaces cultivables beaucoup plus grandes.

La chute des cours est inhérente à la crise mondiale.

Cameroun

Conjoncture Cameroun

Tendance conjoncturelles de 2010(Données disponibles jusque au 3ieme trimestre)

► Production : Baisse au 1er trimestre et au 2ieme trimestre mais une tendance haussière au 3ieme trimestre.

► IPI manifeste une stabilité soutendant à la baisse.

► Commerce extérieur : Déficit de la balance commerciale

► Situation monétaire à la hausse.

► Les perspectives vont bonnes grâce notamment aux diverses engagements du gouvernement.

Prévisionnistes Cameroun

► Hypothèses :

● Production du pétrole qui marque une baisse les deux premiers trimestre et une hausse au 3 ieme trimestre

● Importations pétrolières

● Programmes de soutien à l'agriculture.

● Reprise de l'exploitation forestière.

● Hausse de la production du ciment.

● Hausse de la production d'énergie.

● Hausse des dépenses en capital

► Evolution de l'économie en 2010

► Perspectives

● Hausse aux trois premiers trimestres de l'année.

Questions et Remarques

&) Savoir ce qui occasionne l'amélioration de la production d'électricité ?

R/ La mise en place des nouvelles centrales électriques.

&) Pourquoi ne pas prendre en compte la télécommunication au secteur tertiaire par rapport à l'inflation ?

&) Savoir à quel niveau s'élève le poids du poisson dans le calcul de l'inflation ?

R/D'abord calculé à partir des données de l'enquête.

&) Savoir si les données du commerce extérieur sont collectées au niveau de la douane ou pas ?

R/ Les données sont ceux de la douane.

&) Quelle est l'expérience du Cameroun en matière d'emprunt obligatoire ?

R/Remboursement à un taux s'élevant à 5.6%

&) Pourquoi les finances publiques n'ont pas été exposées en conjoncture

&) Qu'est ce qui expliquerait la maîtrise de l'inflation en 2011 ?

R/ Effort de l'Etat pour la maîtrise des prix.

&) Commentaire sur la diapositive trop chargé.

A toutes ses interrogations, des réponses ont été données et une suggestion de l'amélioration de la conjoncture a été donnée.

République Centrafricaine

Conjoncture Centrafrique

Exposé sur les données annuelles au lieu des données infra-annuelles.

- Production de l'or en hausse ;
- L'IPI en hausse au cours de l'année ;
- Le commerce extérieur en hausse ;
- Une stabilité monétaire ;
- Un bon comportement au niveau des finances publiques.

Prévisionnistes Centrafrique

- Perspectives économiques de 2009-2010
- La production agricole sous le couvert des Hypothèses.
- Augmentation des Finances publiques
- Amélioration des Reformes fiscales
- Concordance des chiffres entre le pétrole et le cacao

Ces deux exposés du centre Afrique méritent une amélioration car la qualité des données n'est pas bonne.

Question et remarques

- Le représentant de l'AFRISTAT qui leur avait demandé de bien cadrer en période leur exposée.
- La CEA qui donne une remarque aux perspectives économiques (hypothèses). La production agricole est sous le couvert des hypothèses au niveau des perspectives.
- Pourquoi contraction des recettes alors qu'il n'y a une augmentation de production de l'Or ?

- La CEMAC qui donne une remarque sur l'établissement des graphiques (jouer sur les échelles avec précision)

- L'AFRISTAT qui donne aussi une remarque sur la présentation des données en semestres alors que les graphiques sont en trimestre ;

- La CEA qui évoque une confusion entre hypothèses en 2009 et 2010 mais aussi confusion entre hypothèse et perspectives.

- L'AFRISTAT a recommandé qu'il faut faire une présentation sommaire sur les hypothèses.

Globalement, pour le centre Afrique il faut une assistance pour être au rang des autres pays de la CEMAC.

